

LE CONTEXTE

Depuis le 1^{er} janvier 2022, pour la première fois depuis 14 ans, la France a pris la présidence du Conseil de l'Union européenne (UE). Le Conseil de l'Union européenne réunit les ministres des États membres par domaine d'activité. Il est, avec le Parlement européen, l'institution législative de l'Union européenne.

Chaque pays de l'Union européenne préside à tour de rôle le Conseil de l'UE pour une période de six mois.

LES MISSIONS DE LA PRÉSIDENTE TOURNANTE



Organiser et présider l'ensemble des réunions du Conseil



Suivre l'agenda législatif européen et élaborer des compromis



Mettre à l'ordre du jour du Conseil les dossiers qui lui semblent prioritaires

LES PRIORITÉS DE LA FRANCE

● Souveraineté européenne

Réforme de l'espace Schengen notamment

● Un nouveau modèle européen de production, de solidarité et de régulation

Cette priorité inclut la directive sur les salaires minimums adéquats mais aussi des actions dans le domaine de la relance industrielle (hydrogène, batterie, semi-conducteurs, cloud...)

● Numérique

Avec une action plus forte de l'Union européenne pour déterminer ses propres règles

● Agenda climatique

Accent sur les dossiers permettant d'atteindre les objectifs du « Green Deal », notamment la mise en place du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, favorisant la réduction des émissions mondiales en incitant les pays tiers à décarboner leur industrie



L'IMPLICATION DE LA FNTF

Un document : « [Les axes prioritaires pour la FNTF](#) » présentant les axes qu'elle considère comme prioritaires pour ce semestre.



1^{ER} AXE

Les infrastructures, leviers de la croissance verte

- Assurer un réseau d'infrastructures durables et de qualité, en promouvant notamment les actions dédiées à l'entretien
- Établir des conditions favorables à l'investissement, en refondant le Pacte de stabilité et de croissance (« critères de Maastricht ») en distinguant les dépenses permettant d'atteindre la transition écologique et les projets d'intérêt européen

2^{ÈME} AXE

L'approfondissement du Marché intérieur, au service de l'innovation et de la transition numérique

- Promouvoir la souveraineté numérique pour préserver le savoir-faire des entreprises en tenant compte de la façon dont les données sont stockées, gérées et mises à disposition
- Améliorer le cadre normatif européen pour les produits de construction

3^{ÈME} AXE

Des règles du jeu équitables sur la scène internationale

- Faciliter la mise en œuvre rapide des instruments permettant d'instaurer la réciprocité dans l'accès aux marchés publics